



L'inflation est toujours bien là !!!

L'urgence c'est d'augmenter les salaires

À Sorgues, le 03 Avril 2024

L'inflation fait moins la Une des médias, alors qu'elle est toujours là : + 6% pour les assurances, + 10 % pour l'énergie... et nos salaires n'ont augmenté que de 80€. En comparant nos salaires à l'évolution de l'inflation, ils ont diminué de 5 % en moyenne en 3 ans (source : Dares).

Pourquoi nos salaires réels diminuent ?

Tout simplement parce que moins la direction augmente les salaires, plus les aides publiques qui lui sont accordées sont importantes.

Pourquoi ? Car plus les salaires restent bas et proches du Smic plus les exonérations de cotisations sociales sont fortes.

Et ce n'est pas fini !

Les primes non cotisées (Prime de Partage de la Valeur dite « Prime Macron » ou « Gilets jaunes ») :

- dépendent du bon vouloir de l'employeur et sont exceptionnelles ;
- ne permettent pas de rattraper la hausse des prix ;
- ne comptent ni pour le chômage, ni pour la maladie, ni pour la retraite (même si certains sont contents lorsqu'ils en négocient, c'est juste un pourboire).

Alors qu'augmenter les salaires, c'est pour la vie !!!

Une fois l'augmentation gagnée, l'employeur ne peut plus revenir dessus.

Le salaire net (après les cotisations sociales, en bas de la fiche de paie) sert pour tout le mois, pour régler loyer, nourriture, transports, loisirs...

Le salaire brut (socialisé, en haut de la fiche de paie) sert pour toute la vie, pour les moments difficiles (maladie, chômage), comme pour les plus joyeux (congé maternité, paternité, retraite).

Alors qu'il faudrait protéger les salarié·es face à l'inflation et leur garantir de vivre de leur travail, il faudrait se contenter d'un accord NAO 2024 qui valide le fait de travailler dans une entreprise de défense dans laquelle nos salaires augmentent moins vite que les prix du quotidien ? Pas pour la CGT.

Les communications autour d'Eurengo s'enchaînent ses derniers temps, il n'y a pas une semaine où il n'y a pas un article de presse parlant d'Eurengo. Du Directeur général qui annonce des commandes au Ministre, qui annonce une nouvelle enveloppe de 73M€ d'appui financier provenant de l'union européenne à travers ASAP (Act in Support of Ammunition Supply), les feuilles de journaux sont bien remplies. Par contre, on ne parle pas beaucoup des salariés, des intérimaires, des prestataires qui font tourner la boîte... Si, certains ont reçu une médaille...

Nous étions déjà convaincus que ces NAO 2024 négociées de façon expresse cachaient ce que nous prévoyait la direction pour 2024 : le basculement d'Eurengo dans l'économie de guerre supportée par les travailleurs de production des sites de Sorgues et de Bergerac pour 80€ brut par mois... Aujourd'hui nous en avons la certitude.

Qui pourra partir tranquillement en congés cet été ? Qui va être embauché en CDI pour que la direction reste juste en dessous des 30% d'intérimaires en production ? Qui va compenser le manque d'effectifs dans les services supports et particulièrement à la maintenance... ? Qui va devoir faire des heures supplémentaires, des astreintes ? Qui va se faire encore écrêter des heures ?

Nous n'avons pas besoin de médaille en chocolat pour effectuer notre travail mais de vraie augmentation de salaire et des réponses concrètes à nos revendications.

Ainsi, même si la CGT Eurengo a signé l'accord sur la modification des horaires variables, il en reste encore d'autres sans réponse depuis le mois de janvier.

Les horaires des salarié.e.es travaillant en journée normale redeviennent donc ceux qui existaient avant 2015 et la mise en place du nouvel accord d'entreprise.

Cette revendication, la CGT l'a portée lors de chaque négociation ouverte par les directions successives depuis 2015.

Cet accord, même s'il a été signé par l'ensemble des organisations syndicales, a bien été obtenu grâce à ceux qui ont refusé l'accord NAO 2024 et qui suivent le mouvement de grève de la CGT à Sorgues et à Bergerac.

Il nous reste donc 5 autres revendications à obtenir avant de sortir du mouvement de grève.

Nous arrivons donc au terme des 3 mois de grève budgétisé par la direction comme l'a annoncé FO dans ses assemblées générales mais démenti par la direction. Qui dit vrai ou qui dit faux, peu importe mais nous sommes toujours déterminés à négocier sur la base de nos revendications tout en sachant que pour la direction, chaque retard pris en production ne sera jamais rattrapé dans le contexte géopolitique actuel.

De plus, depuis le 1^{er} Avril les salariés de Very One sont de retour chez Eurencos. Même s'ils ne l'ont jamais quitté puisque en tant que filiale leur autonomie était de toute façon dépendante de l'autorité du PDG d'Eurencos. La CGT a toujours été contre cette filialisation qui avait simplement servi de coup de passe-passe financier à l'époque de la direction d'Eurencos par le duo Guillet-Schleicher. Nos camarades des ateliers Acides/Neh pourront maintenant participer au mouvement de grève en cours chez Eurencos sur la base de nos revendications ci-dessous qu'ils connaissent parfaitement :

- ▶ Augmentation générale de 6,1% avec un talon de 120€, avec application sur la grille des salaires Eurencos pour l'ensemble de la population non-cadre
- ▶ Mise en place de la prime de samedi à 20%
- ▶ Prime d'ancienneté jusqu'à 20 ans et 20%
- ▶ Prise en charge de la part mutuelle/Prévoyance à 70% par l'employeur
- ▶ Transformation immédiate de 50% des intérimaires par site en CDI Eurencos
- ▶ Application de toutes ces mesures au 1^{er} janvier 2024

Ce retour en arrière sur nos deux plateformes SEVESO, avec les fusions absorptions des deux filiales, sont des bonnes nouvelles pour qu'une mutualisation des compétences au sein de toutes ces équipes puissent enfin se mettre en œuvre afin de garantir une bonne sécurité au travail et une sécurité environnementale pour tous. Nous aurons donc ainsi un bon niveau d'information au sein des CSE de site et au CSE Central.

Que ce soit par la demande d'une mise en place d'une UES lorsque MANUCO et VOSAS étaient des filiales et qu'Eurencos était sous la holding GIAT, la CGT Eurencos a toujours milité pour que chaque salarié d'Eurencos soit traité de la même manière. Nous nous félicitons donc de ce retour en arrière et nous pouvons être satisfaits que chaque salarié d'Eurencos ait un contrat de travail Eurencos.

Le travail de la CGT Eurencos ne s'arrête pas à la rédaction et à la diffusion de tract. Ni même à la publication Facebook où nos dirigeants aiment consulter sur leur temps de travail.

C'est ainsi que même si c'est invisible, nous nous sommes rapprochés de nos collègues représentants syndicaux Suédois et Belges afin que des demandes simultanées de mise en place d'un Comité Européen d'Entreprises chez Eurencos soient émises. Cette initiative de la CGT permettra d'avoir une vision Européenne de la stratégie du groupe et permettra aux Belges et aux Suédois d'avoir des informations prises dans les bureaux du siège de l'entreprise à Sorgues.

Tout comme nous avons combattu la destruction de l'atelier des Poudres de Bergerac, nous pouvons être satisfaits de la volonté de la direction non pas de « réinternaliser les Poudres » comme cela est dit (puisque des poudres continueront d'être fabriquées à Karlskoga), mais d'avoir une approche et une logique industrielle plutôt que financière en reconstruisant cet atelier.

Les questions de la transmission des compétences pour faire tourner ce nouvel atelier, du dimensionnement du service maintenance pour répondre aux enjeux actuels et à ceux de demain, de l'approvisionnement en acide à Sorgues et à Bergerac dans un marché européen extrêmement tendu depuis quelques temps, restent-elles sans réponse de nos dirigeants.

Alors nous avons une question simple pour nos dirigeants qu'ils soient DG, PDG ou Ministre, comment garantir la souveraineté industrielle, la souveraineté française et européenne en termes de défense si vous n'êtes pas souverain dans l'approvisionnement de vos matières premières nécessaires à la fabrication explosifs militaires ?

dscgteurencos@gmail.com

www.facebook.com/cgteurencos <https://t.me/cgteurencos>